

LE TEMPS

opinions Lundi 11 mars 2013

Enfants «étatisés» contre sphère privée: un faux débat

Par Emmanuelle Marendaz Colle

La défaite de l'article constitutionnel sur la famille montre un clivage entre deux visions. Les vainqueurs du scrutin ont estimé que la Constitution fédérale n'était pas le lieu pour se préoccuper des problèmes de garde. Mais les destins individuels et les droits collectifs ne peuvent être dissociés, montre la recherche en science sociale

La Constitution fédérale établit dans son article 8 que «l'homme et la femme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail.» Une majorité de cantons vient cependant de refuser de faire un pas de plus en inscrivant dans ce texte fondamental une référence aux moyens d'atteindre cette égalité. L'encouragement fédéral à des mesures permettant de concilier vie de famille et travail ou formation a été combattu par les opposants comme une menace pour la liberté des familles et un risque prétendument avéré d'augmentation des coûts.

Les études menées au sein du Pôle de recherche national LIVES – «Surmonter la vulnérabilité, perspective du parcours de vie» (PRN LIVES) – indiquent tout le contraire. Financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique, le PRN LIVES observe l'évolution de la société suisse grâce à des données obtenues auprès de plusieurs échantillons représentatifs de la population. Ces enquêtes reconstituent les trajectoires des individus en examinant les interactions entre les différents domaines de la vie que sont la famille, le travail, la santé et les institutions, pour ne citer que les principaux. Menées par des sociologues, des psychologues, des démographes et des économistes notamment, les études effectuées dans le cadre du PRN LIVES se nourrissent également de recherches menées par d'autres, tant au niveau suisse qu'international.

La somme de ces connaissances aboutit à un immense plaidoyer pour le travail des femmes et la socialisation précoce des enfants.

Par exemple, la professeure Laura Bernardi, vice-directrice du PRN LIVES à l'Université de Lausanne, publie ce mois de mars avec Jean-Marie Le Goff et Valérie-Anne Ryser dans la Revue suisse de sociologie un article montrant que les couples les plus égalitaires – c'est-à-dire ceux qui partagent les tâches domestiques, valorisent le travail des femmes et sont favorables à la garde des enfants par des tiers – ont davantage l'intention d'avoir un premier enfant ou un enfant supplémentaire. Ce constat est tiré des données du Panel suisse de ménages, qui interroge depuis 1999 plusieurs milliers de foyers à échéances répétées.

Lutter contre la baisse de la fécondité et le vieillissement de la population devrait parler aux

défenseurs d'une Suisse forte, indépendamment de savoir si cela va permettre aux femmes de se réaliser aussi bien dans le monde professionnel que privé. L'étude des parcours de vie montre en tout cas à quel point les décisions individuelles d'avoir un enfant ou pas sont liées à des conditions macro-sociétales. Mais les tenants de la famille traditionnelle où la mère reste au foyer préfèrent invoquer des motifs économiques pour refuser la création de crèches. C'est à nouveau l'inverse qui se produit dans la réalité puisque les travailleuses paient des impôts bien supérieurs aux coûts engendrés par les structures d'accueil.

Les gardiens du temple familial sont sans doute pareillement opposés au divorce. Mais connaissent-ils l'impact de la mise à l'écart professionnelle des femmes sur le bonheur marital? Cette question a également été étudiée par des membres du PRN LIVES, dont le professeur Eric Widmer à l'Université de Genève, entouré de Manuela Schicka, Michèle Ernst Stähli, Jean-Marie Le Goff et du professeur René Levy. Utilisant les données de l'enquête «Cohésion, conflits et régulation dans la famille contemporaine», qui suit 1500 couples depuis 1999, les chercheurs ont mis à jour le fait que le sentiment amoureux des femmes baisse quand elles diminuent leur présence sur le marché du travail. Si la réduction ou l'interruption de leur carrière est perçue comme un sacrifice, elles ont un risque plus élevé d'être insatisfaites de leur relation.

Ce fait renvoie à un autre problème, celui de la vulnérabilité des familles monoparentales, quand la femme séparée peine à retrouver un emploi après des années de retrait du marché du travail, autre sujet étudié par une équipe du PRN LIVES.

Et l'intérêt de l'enfant dans tout ça? Contrairement encore à la vision idyllique du bambin gardé uniquement par sa mère, voire par ses grands-parents, la recherche a montré les avantages d'un encadrement professionnel sur le développement des enfants en bas âge, voie possible pour sortir du cercle vicieux de l'exclusion et de la précarité. Le récent colloque «Pauvreté: trajectoires individuelles, logiques sociales», organisé en octobre dernier par le Département vaudois de la santé et de l'action sociale en collaboration avec le PRN LIVES, a mis à jour ces mécanismes. Des enfants mieux intégrés feront de meilleurs écoliers et des professionnels plus performants plutôt que des gens dépendant de l'aide sociale, dont le coût pour la société est bien plus lourd à porter que la création de garderies.

Chaque avancée sociale a mis plusieurs années à s'imposer aux Suisses. Personne ne songerait pourtant aujourd'hui à remettre en question les fondements de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité, par exemple. Quant au congé maternité, il vient seulement d'entrer dans la loi fédérale sur le travail, et donc dans les mœurs. Il faudra donc sans doute s'y reprendre à plusieurs fois pour que le droit à une structure d'accueil pour les familles qui le désirent s'impose comme une évidence. Peut-être qu'il a manqué dans le dernier débat une plus grande implication des intellectuels, laissant le champ libre à des arguments plus stéréotypés. Le Pôle de recherche national LIVES va, dans les mois et les années qui viennent, aller davantage au-devant du grand public afin de partager ses connaissances, pour que le résultat de telles études ne reste pas confiné au monde académique.

LE TEMPS © 2013 Le Temps SA